

LA C.G.T., COLONIE SOVIÉTIQUE...

LES «PÈLERINAGES»

Lorsque, en octobre 1917, Kerensky abandonna le pouvoir devant l'insurrection triomphante, après avoir solennellement déclaré, trois jours auparavant: *«Toute la Russie est derrière nous, nous n'avons rien à craindre»*, les dirigeants bolchevistes se trouvèrent eux-mêmes surpris et embarrassés d'une victoire inespérée.

Virtuellement, Kerensky avait la Russie derrière lui, mais la Russie passive. Les éléments actifs de la Révolution, la minorité agissante, les travailleurs et les soldats de Moscou et de Petrograd suivaient Lénine et Trotsky. Sauf dans quelques grandes villes industrielles, la population accueillit donc sans grand enthousiasme le nouveau gouvernement qui s'imposait à la suite d'un coup de force. Fatiguée par les années de guerre et de privations, elle l'accepta partout sans révolte apparente, espérant que les bolcheviks allaient enfin faire la paix, rétablir l'ordre et apporter un peu de mieux-être à un peuple misérable.

L'insurrection ne fut donc pas sanglante.

Mais le peuple ne concevait qu'imparfaitement les problèmes que doit résoudre un gouvernement, quel qu'il soit, lorsqu'il lui faut redresser une situation qu'il n'a pas créée, surtout après trois ans de guerre. Il s'imaginait naïvement qu'une nouvelle direction était suffisante pour transformer tout le régime économique d'une nation. Son erreur allait lui apparaître sous la forme la plus brutale.

Les bolchevistes n'avaient aucune expérience effective du pouvoir, et ils héritaient, en outre, une succession trop lourde pour leurs frêles épaules d'apprentis gouvernants. La production agricole était insuffisante pour alimenter avant longtemps la population, les stocks étaient épuisés, et un minimum de ravitaillement ne pouvait être espéré que par les importations de l'extérieur. Or, celles-ci - et dans la mesure où elles n'eussent pas été entravées par la difficulté des communications avec les puissances étrangères - ne pouvaient être escomptées qu'au prix de la continuation de la guerre aux côtés des Alliés. Mais le peuple à l'intérieur, et les soldats sur le front, refusaient de se battre. Déjà sous le gouvernement provisoire de Kerensky, le général Verkhovsky, ministre de la Guerre, dans un comité secret, déclarait: *«Aucune persuasion n'a prise sur des gens qui ne comprennent pas pourquoi ils doivent affronter la mort et les privations. Situation sans issue, ajoutait-il. On compte au moins deux millions de déserteurs. L'armée ne peut plus être nourrie. Elle ne peut être suffisamment vêtue ni chaussée. Il n'y a plus de commandement, et le bolchevisme continue à dissoudre nos forces armées. Ces données objectives nous forcent à reconnaître franchement et ouvertement que nous ne pouvons plus faire la guerre»*.

Enfermé dans ce dilemme: la continuation de cette guerre impossible ou la famine, le nouveau gouvernement se laissa pousser par les événements, accomplissant quotidiennement une tâche inhumaine, et poursuivi par cette constante préoccupation: conserver le pouvoir coûte que coûte.

Il signa le traité de Brest-Litowsk, *«pour permettre à la révolution de respirer»*, dira Lénine. Si cette opération diplomatique, à laquelle refusèrent d'abord de s'associer Trotsky et Radek, souleva la réprobation et la révolte de l'Ukraine sacrifiée, elle n'arrêta pas la marche en avant des armées allemandes qui poursuivaient leurs occupations de territoires russes. Alors, pour étouffer les soulèvements des démocrates et des socialistes qui voulaient injustement faire supporter au seul gouvernement bolcheviste les responsabilités des échecs subis, ou simplement pour éviter leurs critiques, on abandonna le libéralisme de la première heure pour se jeter à corps perdu dans la dictature.

Aux ruines de la guerre extérieure qui se poursuivait malgré tout avec les lambeaux de l'ancienne armée, essayant en vain d'arrêter l'avance des troupes germaniques, - aux ravages de la guerre civile entretenue par des soudards aux gages de la finance internationale, - s'ajoutèrent, hélas! les désastres provoqués par une bureaucratie incompétente, hâtivement recrutée parmi les serviteurs de la nouvelle religion bolcheviste. Prisonniers d'un dogme, les dirigeants communistes détruisirent, avant même de pouvoir reconstruire, ce

qui subsistait économiquement de viable de l'ancien régime, comme pour effacer toute trace du passé.

Après trois ans d'une vie infernale, la situation économique ne s'était pas améliorée, au contraire.

De 27 millions de tonnes en 1913, la production du froment était tombée à 5 millions de tonnes; celle de l'avoine de 18 à 5 millions; celle du seigle de 26 à 7 millions; celle de l'orge de 13 à 1 million; celle des pommes de terre de 35 millions à 13 millions de tonnes seulement.

Les effectifs du cheptel national avaient eux aussi diminué dans des proportions considérables: 24 millions de chevaux en 1920 contre 33 millions en 1913; l'espèce bovine ne comprenait plus que 37 millions de têtes contre 49 millions; 45 millions de moutons contre 74 millions.

La production du charbon avait baissé de 29 millions de tonnes avant guerre à 8 millions de tonnes, et celle du pétrole de 100 millions d'hectolitres à 43 millions; quant au sucre, de 2 millions de tonnes en 1913, la production en était inexistante en 1921.

Irresponsable à l'origine de cet appauvrissement national, et ne pouvant disposer que des uniques richesses du pays, le gouvernement bolcheviste, inexpérimenté, ne sut pas utiliser les ultimes ressources qui lui restaient. Il repoussa néanmoins toute suggestion ou initiative jugées par lui non orthodoxes. Un centralisme outrancier entravait l'équitable répartition des vivres disponibles, et des régions entières étaient décimées par la famine, alors qu'en d'autres on n'arrivait pas à écouler les produits. Les villes commençaient à s'agiter dangereusement, et l'on eut alors recours aux réquisitions qui soulevèrent les paysans contre les *«bourreaux de Moscou»*. Emma Goldman, une vieille révolutionnaire russo-américaine conta, en 1922, cette anecdote qui traduit assez exactement la situation du paysan soviétique après un an de ce régime de réquisition:

«Un groupe de villageois se présente un jour chez Lénine, au Kremlin, pour le prier de bien vouloir s'intéresser au sort de la campagne. Le dictateur les reçoit.

- Que Dieu te protège! dit le plus vieux des visiteurs en pénétrant dans le vaste bureau du chef.

- Eh bien! petit père, dit Lénine, tu es heureux à présent. Nous t'avons donné la terre; nous t'avons donné les vaches, les chevaux et les poules. Que désires-tu encore?

- Que Dieu soit loué! répondit le vieillard; nous avons en effet la terre, mais tu nous prends le grain; nous avons les poules, mais tu nous prends les œufs; nous avons les vaches, mais tu nous prends le lait, et nous venons t'en demander pour nos petits».

Les réactions ne tardèrent pas à se manifester. La paysannerie, lasse d'être dépouillée de sa production, refusa d'ensemencer la terre, et à la ville les travailleurs, sous-alimentés, commencèrent à douter d'une institution dont les erreurs accumulées se répercutaient si tragiquement sur l'ensemble de la population. La misère augmentait toujours, et la maladie et la mort poursuivaient leur horrible moisson. La tuberculose accusait une redoutable recrudescence: 50 morts pour 10.000 habitants en 1920 contre 27 en 1913; la dysenterie 35,9 contre 1,5; le typhus 64,2 contre 0,1; et la fièvre purulente 31,3 contre 0,1. Le peuple se révolta; les grèves succédèrent aux grèves, et la *Commune de Cronstadt*, noyée dans le sang par Trotsky, ne fut qu'un épisode douloureux et héroïque de cette période tragique.

Les dirigeants russes comprirent que la dictature brutale, que la répression sanglante et criminelle ne pouvaient suffire à éteindre les foyers d'incendie qui s'allumaient et menaçaient d'embraser le vaste pays. Il fallait arriver à convaincre ce peuple, cependant si docile et prêt encore à tous les sacrifices, de la beauté d'un régime dont il ne subissait que les méfaits. Alors, on fit appel aux *«forces morales»* extérieures. A partir de 1921, commencèrent les *«pèlerinages»* d'ouvriers étrangers, invités par le gouvernement des Soviets à visiter la Russie bolcheviste.

La tentative n'était pas sans danger, et comportait bien des risques, car elle pouvait donner des résultats absolument opposés à ceux qu'on en attendait.

Les travailleurs du monde allaient-ils se prêter à la manœuvre, et regarder la Russie nouvelle telle qu'elle était ou telle qu'on voudrait bien la leur montrer? N'allaient-ils pas faire une comparaison entre la vie des ouvriers des pays capitalistes et la misérable existence matérielle et morale de leurs frères de la *«patrie socialiste»*? Dans ce cas, le rêve et l'illusion seraient-ils assez puissants pour l'emporter sur la vérité visuelle?

Autant de questions qui se posaient à la sagacité des dirigeants bolchevistes, auxquels on peut reprocher bien des défauts, mais dont il faut reconnaître les nombreuses qualités, entre autres la finesse psychologique. Ils connaissent le peuple.

Les travailleurs de l'extérieur, influencés déjà favorablement avant leur départ par la perspective d'un beau voyage, - est-il besoin de dire qu'il s'effectuait entièrement aux frais du gouvernement russe? - accueillis à leur arrivée à Léninegrad ou à Moscou comme d'importants diplomates, reçus dans les palais nationalisés de l'ancienne noblesse par des personnages officiels, écrasés par le prestige qu'exerçaient sur eux les grands noms de la Révolution et peu habitués à de semblables marques de considération, les travailleurs de l'extérieur, disons-nous, se prêtèrent bénévolement et innocemment à la sinistre comédie qu'on leur demandait de jouer, et se rendirent complices d'une opération stratégique de grande envergure, entreprise uniquement dans le but de refouler les plus légitimes et les plus humaines protestations du peuple russe.

Nous avons déjà, à notre retour de Russie en 1923, par des séries d'articles et de conférences, dépeint la qualité des réceptions organisées en faveur des milliers de pèlerins venus des quatre coins du monde, et nous avons souligné les précautions prises pour leur cacher la vérité, en les empêchant d'avoir un contact direct avec le peuple. Les dirigeants russes ont un sens admirable, artistique, génial même de la publicité et de la propagande. Cependant, pour quiconque était un tant soit peu initié aux grosses difficultés économiques et financières dans lesquelles se débattait la Russie, il était évident que les lourdes dépenses que s'imposait le gouvernement pour recevoir les délégués étrangers n'étaient pas déterminées par le désir de leur montrer l'édification socialiste, mais uniquement dictées par des considérations de politique intérieure. Il fallait à tout prix faire confirmer par des travailleurs apparemment désintéressés et impartiaux, appartenant à la grande armée laborieuse du monde, que la dictature du prolétariat était le régime qui répondait le mieux aux intérêts de la classe ouvrière soviétique, et que, malgré sa misère, celle-ci était encore plus heureuse que le prolétariat des pays capitalistes.

A ce prix seulement le gouvernement des Soviets pouvait éviter une nouvelle révolution qui l'eût sans doute définitivement chassé du pouvoir. Politique nationale, toujours.

Jules CHAZOFF.
